

# Craintes

Un article du journal Libération - publié le 24 juin 2022 -

## Sécheresse: gare à la pénurie d'eau potable

Article réservé aux abonnés

Avec la multiplication des épisodes de sécheresse ces dernières années, davantage de communes sont confrontées à des ruptures d'approvisionnement en eau potable. Une situation qui pourrait s'accroître à l'avenir et qui nécessite de s'adapter.



1

*A Seillans (Var), où un camion-citerne doit alimenter en eau potable une partie de la commune. (Laurent Carré/Libération)*

par [Margaux Lacroux](#)

publié le 24 juin 2022 à 9h50

Pas d'eau à boire à cause de la sécheresse. Cette situation, courante dans les pays arides, est aussi une réalité en France tant le réchauffement climatique perturbe le cycle de l'eau. A Seillans, dans le Var, [le nord de la commune est ravitaillé par un](#)

[camion-citerne](#) car la source est à sec. Dans les Alpes-Maritimes, département voisin [qui connaît une sécheresse historique](#), les habitants de La Brigue n'ont pas eu d'eau potable chez eux pendant plusieurs heures après le week-end l'ascension. Une situation inédite dans ce village de la vallée de la Roya, où l'arrivée de touristes a fini d'amenuiser la ressource. En ces temps de crise, les restrictions imposées aux agriculteurs et industriels pour prioriser l'accès à l'eau potable ne suffisent donc pas. La [canicule exceptionnelle courant juin](#) risque d'alourdir encore le phénomène.

## «Tendance à l'augmentation»

*«Il y a toujours eu des ruptures estivales de l'alimentation en eau de petites communes, mais ces situations s'étaient raréfiées au cours des vingt dernières années»,* relève Régis Taisne. Ce chef du département cycle de l'eau à la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) explique que beaucoup de communes se sont regroupées pour interconnecter leurs réseaux de distribution d'eau et ainsi mettre la précieuse ressource en commun. Mais le problème semble repartir à la hausse et gagne des territoires jusqu'ici épargnés. *«Au cours des dernières années, nous constatons de manière globale une tendance à l'augmentation des situations où l'approvisionnement en eau potable pourrait être compromis en raison des pénuries d'eau lors des forts épisodes de sécheresse»,* confirme auprès de *Libération* la Direction générale de la santé, qui s'occupe en partie du dossier. Les communes pompent dans les nappes souterraines et les rivières pour fournir leurs stations en eau potable. Lorsque ces ressources sont à sec, elles n'ont plus rien à se mettre dans les tuyaux.

**2**

Malgré ce problème grandissant, il n'existe pas (encore) de base de données nationale pour suivre l'évolution de ces pénuries d'eau potable en France. Une enquête menée en 2019, au terme d'un été caniculaire, permet de glaner quelques chiffres. Il en ressort que 74 communes, essentiellement en milieu rural, ont souffert de difficultés d'approvisionnement en eau potable, selon le ministère de la Santé. Cette année-là, Guéret, ville de 13 000 habitants dans la Creuse, a frôlé la catastrophe tandis que des ruptures totales d'approvisionnement ont été recensées localement dans 13 départements. Ces dernières années, le manque d'eau potable a pu durer de *«vingt-huit à plus de cent jours»* dans quelques communes, note [un récent rapport sur les agences de l'eau](#). Les victimes sont le plus souvent de petits villages ou hameaux isolés, qui dépendent de sources d'eau fragilisées par les sécheresses à répétition, et qui ont parfois en plus des problèmes de fuites persistants dans les canalisations.

La situation sera-t-elle pire cette année qu'en 2019 ? Nos interlocuteurs le redoutent, tant les précipitations ont été insuffisantes depuis le début de l'hiver. Les cours d'eau et les nappes phréatiques n'ont pas pu se recharger correctement. Les fortes chaleurs particulièrement précoces ont, elles, accentué l'assèchement des sols. Résultat : dès le printemps, [la sécheresse est digne d'un mois de juillet](#) et certaines zones sont en alerte depuis le mois de mars. Le [site Propluvia](#) recense à ce jour 125 arrêtés sécheresse en France, 37 départements déjà soumis à des restrictions d'eau, dont cinq en situation de crise et donc soumis à des interdictions totales d'irriguer

pour l'agriculture. Difficile d'imaginer une inversion de tendance pour cet été puisque celui-ci devrait être plus chaud que la normale selon Météo France. Les deux tiers de la France vont probablement connaître une sécheresse estivale selon [une carte](#) du ministère de la Transition écologique. Des pénuries d'eau pourraient en découler dans les régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes, le nord de la Nouvelle-Aquitaine, Pays-de-la-Loire et Centre-Val-de-Loire mais aussi la Bourgogne-Franche-Comté.

## Les grosses communes pas à l'abri ?

Les épisodes de sécheresse sont déjà de plus en plus fréquents, plus intenses et débutent plus tôt dans l'année à cause du changement climatique. 2022 s'inscrit dans la lignée des années hors-normes, après 2018, 2019 et 2020 qui se sont accompagnées localement de robinets à sec. En plus d'amenuiser la ressource dans certains secteurs, le changement climatique affecte aussi la qualité de l'eau (multiplication des bactéries et virus, salinisation des sols et des nappes phréatiques...) ce qui peut la rendre impropre à la consommation. Un avant-goût de l'avenir ? Les données du [rapport Drias 2020](#) indiquent que les sécheresses estivales dues au déficit de précipitations vont encore considérablement s'accroître d'ici la fin du siècle, au moins dans le sud du pays. *«Plus on émet de gaz à effet de serre, plus les changements seront importants sur la température ou les autres composantes du cycle de l'eau»,* prévient Eric Sauquet, qui coordonne Explore 2, un projet scientifique sur le futur de l'eau en France. Il poursuit : *«Pour la Méditerranée, les petits cours d'eau risquent d'être à sec de plus en plus fréquemment. Les grandes rivières auront, elles, quasiment toujours de l'eau, heureusement.»*

3

---

De son côté, Loïc Prud'homme est plus alarmiste : *«Pour le moment, les grandes agglomérations arrivent à se prémunir et même à être prioritaires sur les approvisionnements en eau. Mais le niveau de gravité des pénuries s'accroissant, la taille des communes qui seront impactées va grossir»,* affirme-t-il. Ce député insoumis de Gironde a réalisé un [rapport d'information parlementaire](#) sur la gestion des conflits d'usage en situation de pénurie d'eau. Il redoute une *«montée de la conflictualité»* à l'avenir sur le partage du gâteau entre agriculteurs, industriels, secteur de l'énergie et particuliers. *«Les guerres de l'eau sont déjà là»* en France, rappelle-t-il, en référence à la [guerre des bassines qui fait rage en Poitou-Charentes](#) entre partisans de l'agriculture intensive irriguée même en période de sécheresse et écolos qui s'inquiètent de l'accaparement d'une ressource vitale. Il pointe aussi de la fragilité du bassin Adour-Garonne, pour lequel les projections prévoient de grands déficits en eau à l'avenir (plus d'1 milliard de m<sup>3</sup> en 2050). Problème : les villes de Toulouse et de Bordeaux en dépendent pour leur approvisionnement en eau potable. Un [grand plan local a été annoncé](#) pour anticiper. *«Je pense que personne n'est vraiment préparé, même dans le Sud»,* balaie le député. La prise de conscience est cependant en cours. Le pourcentage de Français qui craignent un manque d'eau à l'avenir est en augmentation depuis 2017, selon les enquêtes successives menées par [l'Observatoire de l'eau](#).

## Sobriété, chasse aux fuites et renaturation

Alors, comment agir ? En plus de faire baisser nos émissions de gaz à effet de serre pour limiter l'emballage du changement climatique, la France doit adapter ses territoires aux effets inévitables. Ces prochains mois, le gouvernement va plancher sur des plans d'adaptation au changement climatique pour chaque bassin hydrographique, afin de garantir «une plus grande résilience à horizon 2027». L'heure n'est plus aux petits bricolages.

D'abord, il n'est plus possible de tirer sur la ressource comme si elle était inépuisable. Notre consommation est à revoir. «En France, le volume annuel d'eau consommé est estimé à 5,3 milliards de m<sup>3</sup>. Le secteur agricole représente 45% de la consommation d'eau, le refroidissement des centrales électriques 31%, l'eau potable 21% et les usages industriels 3%», [rappelle le ministère de la Transition écologique](#). Les entreprises de l'eau, qui distribuent l'eau potable à 60% des Français, ont appelé lundi l'ensemble des usagers à «la sobriété» et invitent les agglomérations à s'interconnecter avec leurs voisins. Une méthode qui «n'a de sens que si cela permet de relier les services déficitaires avec des services qui disposent de ressources en eau. Ce n'est pas toujours possible, surtout en montagne où les habitats sont alimentés par une multitude de petites sources qui sont justes suffisantes en temps normal», relève Régis Taisne de la FNCCR.

En temps de crise, les contrôles et sanctions des contrevenants aux restrictions (agriculteurs, industriels) mériteraient aussi d'être plus dissuasifs, pointe Loïc Prud'homme. Parmi les autres chantiers, l'agriculture doit nécessairement opérer un gros virage en abandonnant les cultures les plus dépendantes de l'eau telles que le maïs. Car le système des bassines de stockage pour sauver les récoltes a atteint ses limites. «Des retours d'expériences de pays souffrant actuellement de sécheresse montrent des agriculteurs démunis face à des retenues qui ne se remplissent pas. Certaines études montrent aussi que les réseaux de barrages ont tendance à intensifier les sécheresses en aval des bassins», [note l'agence de l'eau Seine-Normandie](#).

Pour optimiser la consommation d'eau, il est aussi primordial de s'attaquer aux fuites des canalisations : 20% de l'eau potable serait perdue dans la nature à cause des réseaux vétustes. Les réparations, coûteuses, se multiplient ces dernières années avec l'aide de l'Etat, même si le problème est encore loin d'être réglé. Les canaux, grosses ressources mobilisables pour amortir les situations tendues, ont eux aussi besoin d'être mieux entretenus pour éviter les déperditions. Outre la chasse au gaspillage, industriels et agglomérations peuvent se pencher sur le recyclage des eaux usées : les récupérer, les traiter, et au lieu de les relâcher dans la nature, leur donner une deuxième vie. «Réutiliser une fois de plus l'eau soulage les nappes et les rivières», assure Tristan Mathieu, délégué général FP2E, la fédération professionnelle des entreprises de l'eau.

Il prône aussi une solution technologique plus contestée. Celle de l'injection d'eau traitée dans les nappes souterraines pour que celles-ci se rechargent plus

rapidement. *«L'eau met normalement plusieurs centaines ou milliers d'années à gagner les nappes profondes, elle passe par un filtre naturel qui est le sol. L'injection revient à intervenir sur le cycle de l'eau en essayant de l'accélérer alors qu'il faut au contraire le ralentir. Jouer les apprentis sorciers est dangereux. Il ne faudrait pas contaminer toute une nappe phréatique et la rendre impropre à la consommation»*, avertit le député Loïc Prud'homme. Pour réparer le cycle de l'eau, rien ne vaut les solutions basées sur la nature : restaurer les zones humides et le paysage bocager, désimperméabiliser et végétaliser les villes pour permettre à l'eau de mieux s'infiltrer. Le gouvernement a justement annoncé cette semaine *«un programme de renaturation des villes»* allant dans ce sens. Il était temps.

~ ~ ~ ~ ~